

Le 29 mars 1977

N o t e à Monsieur le Directeur P. Jolles

Bg/gst. 799.2.1.0
Visite de M. William Clark,
Vice-Président de la Banque mondiale pour
les relations extérieures (30.3.1977)

A. Motif de la visite de M. Clark

Demain mercredi 30 mars, M. Clark vous rendra visite à 10h30. Le but de sa visite est de discuter les moyens d'améliorer l'image du Groupe de la Banque mondiale en Suisse, à la suite du rejet par le peuple du prêt de 200 millions à l'IDA. Sur le plan concret, la Banque souhaiterait voir M. Julien Grenfell s'atteler à cette tâche. Vous trouverez en annexe le rapport de notre Ambassade à Washington du 11 janvier 1977 sur la personnalité, l'expérience et les connaissances linguistiques (anglais, allemand, français et italien) de M. Grenfell.

Bien des incertitudes subsistent à ce stade quant au principe et aux modalités d'une telle action, qui présente à la fois des possibilités et des risques du point de vue interne de la Suisse. La réunion de demain devrait notamment viser à clarifier les intentions de la Banque en la matière et, si possible, à définir un plan de travail commun.

B. Questions à débattre1. But de l'action

Il est évident que l'idée de M. McNamara est avant tout d'améliorer l'image de la Banque mondiale en Suisse. Nous ne pouvons que souscrire à ce but général. Il conviendrait néanmoins de rendre M. Clark attentif au

- 2 -

fait qu'une telle amélioration ne pourra être réalisée que sur une période de plusieurs années. De notre point de vue, l'action à entreprendre doit évidemment être envisagée dans le contexte particulier de notre politique interne; il s'agit notamment de démontrer le parallélisme existant entre les activités de la Banque mondiale et les objectifs de notre coopération au développement. Ainsi retrouverait-on le support politique nécessaire pour justifier une participation de la Suisse à certaines de ses activités.

2. Rôles respectifs de la BIRD et de l'administration

L'action envisagée peut revêtir l'une des trois formes suivantes:

- action de la Banque seule;
- action de la Suisse seule;
- action conjointe de la Suisse et de la Banque.

D'après les informations que nous avons, la Banque n'a pas encore déterminé véritablement sa préférence entre ces trois formes possibles. Il serait donc approprié de discuter ce point avec M. Clark.

Ainsi que vous le verrez dans la note ci-jointe de M. Raeber du 2 février 1977, le Service de la coopération technique penche nettement pour une action de la Banque seule. Etant donné que les deux autres solutions ont également leurs avantages, il nous apparaît qu'il convient d'écouter d'abord ce que M. Clark a à nous dire à ce sujet.

3. "Aufhänger"

Pour avoir un impact véritable, l'action envisagée doit s'appuyer sur un véritable "Aufhänger". Dans la situation présente, les "Aufhänger" suivants pourraient être envisagés:

- fin de la CCEI;
- "breakthrough" d'une action particulière renforçant les moyens d'actions du "Trust Fund";

- 3 -

- mise en vigueur de la 5ème reconstitution de l'IDA;
- Message concernant un nouveau Crédit de programme pour la coopération technique et l'aide financière.

Il n'est pas indispensable de se prononcer dès maintenant en faveur de l'un ou l'autre "Aufhänger". Mais ce point pourrait certainement être discuté avec profit avec M. Clark.

4. Horaire et procédure

L'horaire de l'action envisagée dépend évidemment du "Aufhänger" qui sera finalement choisi. Pour des raisons évidentes, l'action ne pourra démarrer officiellement avant la votation populaire du 12 juin 1977 sur la TVA.

La procédure pourrait être subdivisée en une étape de préparation et une étape d'exécution. La forme choisie pour l'action envisagée (Banque seule, Suisse seule ou action conjointe) aura évidemment des conséquences importantes sur la répartition des tâches et le financement des mesures concrètes qui seront décidées.

a) Etape de préparation:

Cette étape aurait pour but d'étudier les mesures concrètes appropriées au but recherché. Elle pourrait impliquer les études et contacts suivants:

- enquête sérieuse auprès du public, avec l'aide d'un institut d'opinion (par sondages, interviews, etc.) pour identifier les attitudes et réactions du public vis-à-vis de l'aide au développement en général, et vis-à-vis de l'aide financière multilatérale et de la Banque mondiale en particulier; la question du financement se poserait déjà à ce moment-là;
- contacts de M. Grenfell avec l'administration (Division du commerce. Service de la coopération technique, etc.), les instituts de "public relations" et d'autres parties intéressées;

- 4 -

- à l'issue de cette enquête et de ces contacts, définition du:

- . "Zielpublikum" devant être touché par l'action (presse financière à Zurich et à Genève; presse en général, partis politiques; églises; organisations d'aide privées; extrême-droite; extrême-gauche; grand public);
- . programme de travail concret.

b) Etape d'exécution

Sans vouloir préjuger des résultats de l'étape de préparation, on pourrait imaginer par exemple les mesures concrètes suivantes:

- campagne générale d'information sur la BIRD;
- visites de parlementaires soit au siège de Washington, soit à des projets particuliers;
- participation de journalistes à des séminaires à Washington, et visite de projets particuliers;
- visites de hauts fonctionnaires de la Banque en Suisse, pour s'adresser à des auditoires déterminés (par exemple, les organisations d'aide privées);
- émissions de radio, articles de journaux et émissions de TV sur des projets particuliers et les résultats obtenus;
- instauration d'enquêtes régulières auprès du public afin de suivre constamment les courants d'opinion en la matière.

C. Conclusions

Avant d'en savoir plus long sur les intentions de la Banque mondiale, une certaine retenue s'impose vis-à-vis d'une action

- 5 -

qui n'est pas sans présenter certains risques de notre point de vue. A cet égard, une définition précise du but poursuivi, la détermination d'une forme de collaboration appropriée avec la BIRD, le choix d'un "Aufhänger" solide, et la délimitation du "Zielpublikum" visé revêtiront une importance toute particulière.

Afin d'avoir un premier échange de vues informel avec M. Clark, je lui ai laissé un mot à son hôtel, lui proposant de nous rencontrer, M. Béguin et moi-même, en début de soirée. Nous souhaiterions si possible pouvoir vous faire rapport sur ce premier entretien avant la réunion de mercredi, 10h30.

Service de la
politique du développement:

P. Felsolin

Annexes mentionnées